

À bâbord !
Revue sociale et politique

De la lave en fusion Grève pour les retraites en France

Jean-Paul Leroux

Numéro 84, été 2020

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/95231ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Revue À bâbord !

ISSN

1710-209X (imprimé)

1710-2103 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Leroux, J.-P. (2020). De la lave en fusion : grève pour les retraites en France. *À bâbord !*, (84), 62–63.



Photo: Jean-Paul Leroux

GRÈVE POUR LES RETRAITES EN FRANCE DE LA LAVE EN FUSION

Jean-Paul Leroux, philosophe et militant

Vague après vague, les mouvements sociaux français s'enchaînent. L'année 2019 a été particulièrement agitée avec le mouvement des gilets jaunes. Voilà qu'explose un mouvement de lutte contre la réforme des retraites voulue par le gouvernement Macron.

Pour comprendre cette agitation quasi permanente, il faut prendre du recul. Les structures fondamentales de l'État-providence sont issues de deux grands événements. D'abord, il y eut la victoire du Front populaire et des grandes grèves de 1936, qui imposèrent 15 jours de congé payé, la réduction du temps de travail à 40 heures par semaine et l'établissement de conventions collectives. Il y eut ensuite la création du programme de la Résistance qui permit, entre autres, de mettre en place le système de la sécurité sociale et la retraite par répartition.

Ces deux victoires sont le socle de ce qu'on pourrait appeler une «sécurisation» devant les aléas de la vie pour les Français-es. Ce socle a permis à la société

française de «mieux» absorber le choc de la crise économique des *subprimes* de 2007 à 2012. L'attachement populaire pour l'ensemble de ce système est profond.

UNE RÉFORME ULTRALIBÉRALE

Ces acquis sont ceux que veut «anéantir» le patronat français, regroupé dans le Mouvement des entreprises de France (MEDEF). Denis Kessler, haute personnalité du patronat, n'a-t-il pas, le 4 octobre 2007, donné la direction suivante: «*Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945 et de défaire méthodiquement le programme du Conseil National de la Résistance [...] Le gouvernement s'y emploie*»? Emmanuel Macron et son gouvernement appliquent le programme de Kessler.

Le président français a publié lors de la campagne présidentielle un ouvrage intitulé *Révolution*. Personne n'a prêté une attention soutenue à cet ouvrage et à son titre. Pourtant, c'est bien cela que veut Macron: changer le socle, les fondements de la société, passer d'une société disons sociale-démocrate à une société individualiste où chaque personne a un intérêt vital à défendre le capitalisme en étant dépendant de «fonds de pension» capitalistiques. Il s'agit non pas d'un retour à un état passé de la société, mais d'une avancée vers les modèles capitalistiques les plus avancés, comme celui des États-Unis par exemple, et que favorisent le FMI et la Banque mondiale.

Ainsi, Alain Supiot, professeur de droit au Collège de France, a remis en évidence un texte de la Banque mondiale qui, depuis 1994, propose un modèle de système de retraite, une recette qui semble pouvoir s'appliquer aussi bien aux pays en voie de développement qu'aux pays industrialisés. La mise en place de ce système de retraite se ferait à trois niveaux: un premier qui a une minime fonction redistributive et qui prend en charge les pensions de retraite des personnes les plus pauvres et qui est financé par cotisations sociales ou bien par l'impôt. Vient ensuite un deuxième niveau, obligatoire, individuel ou professionnel, financé de fait par capitalisations individuelles. En plus d'être géré selon des critères actuariels, ce deuxième niveau oblige tous les individus à épargner pour payer leur retraite future, sans toutefois opérer de redistribution. Selon ces règles, la valeur des pensions varie en fonction de la capitalisation atteinte lors du départ à la retraite, du contexte international et de l'état des «affaires». Selon la Banque mondiale, ce deuxième pilier obligatoire doit être suffisamment limité pour permettre l'expansion d'un troisième palier, privé et facultatif, fondé sur l'épargne volontaire, bénéficiant d'avantages fiscaux et devant permettre aux individus de choisir où et comment placer leurs revenus dans les «fonds de pension» tout au long de leur vie.

Ce modèle entre en contradiction complète avec le système actuel basé sur la solidarité intergénérationnelle, qui cultive une forte cohésion collective et une gestion paritaire. Derrière la réforme, il y a la volonté que le «*monde change de base*», pour reprendre une formule de «l'Internationale» non pas, bien sûr, dans un sens internationaliste, mais bien ultralibéral. Il s'agirait tout bonnement de «*passer de l'égalité sociale à l'égalité libérale*» pour reprendre la formule de Denis Maillard, l'un des thuriféraires de la réforme.


UN EMBRASEMENT SOCIAL

La période de septembre 2019 à février 2020, bien que dominée par la lutte contre la réforme des retraites, a vu une multitude de mouvements apparaître dont l'élan n'a pu être freiné que par la lutte

contre la COVID-19: grève des internes en médecine, des pompières et pompiers, des enseignant-e-s et des élèves du lycée contre la nouvelle formule du baccalauréat, des corps de police, des dockers, des éboueuses et éboueurs, des avocat-e-s, des danseuses et danseurs de l'Opéra de Paris, des employé-e-s de Radio France, de la Société nationale des chemins de fer et de la Régie autonome des transports parisiens. S'ajoutent à ces grèves la démission collective de plus de 1000 professeur-e-s de médecine, la lutte contre le réchauffement climatique, la montée en puissance des mouvements dans l'enseignement supérieur avec menace de démission des directrices et directeurs des facultés et bien d'autres.

Tout se passe comme si chaque fois que le gouvernement veut réformer un secteur, celui-ci entre dans la grève. Il s'agit bien, de la part du gouvernement, d'une politique de refonte de la société et celle-ci résiste, car chaque réforme n'est pas une amélioration, mais une dégradation des conditions de travail et de vie. Cela est particulièrement frappant dans le domaine de la santé. Bien avant l'apparition de la crise sanitaire qu'a engendrée la pandémie de la COVID-19, les titres de la presse qui accompagnaient la crise des hôpitaux parlaient de l'effondrement du système de santé. Devant le bouleversement du mode de vie, il n'est pas étonnant qu'il y ait des résistances et des luttes. Les gilets jaunes ont été ceux et celles qui ont commencé et qui continuent à dénoncer cette situation.

Le grand paradoxe et le drame de la situation est qu'alors que se produit un embrasement social, aucun débouché politique à la hauteur des enjeux ne se présente. Le Parti communiste français ne finit pas de mourir, le Parti socialiste est en train de disparaître, La France insoumise est dans un état «gazeux», comme l'a nommée Mélenchon, et devient «granulaire». La gauche semble en voie de se pulvériser. Pourtant, entre 60 et 70% des Français-es sont contre la réforme des retraites, désaveu largement majoritaire de la politique de Macron. Malgré cela, l'horizon politique demeure bouché, voire vide. Seule l'extrême droite avec Marine Le Pen demeure

apparemment stable. Il y a une faille béante entre la vivacité sociale et le monde politique: elle illustre la déconfiture des institutions politiques de la V^e République. Les mouvements sociaux, pour préserver le socle humain du vivre-ensemble ainsi que des luttes contre la dégradation du climat, pour la santé et pour l'éducation, devraient maintenant se centrer sur la remise en cause des institutions politiques et de l'oligarchie financière. 

ADDENDUM

La pandémie a chamboulé bien des choses en France et la réforme des retraites n'y a pas fait exception. D'abord adoptée le 29 février en utilisant l'article 49-3 de la Constitution – procédure qui permet l'adoption d'une loi sans discussion parlementaire –, elle devait ensuite être étudiée au Sénat. Mais la COVID-19 étant passée par là entre-temps, le projet de réforme a été suspendu le 16 mars par le président Emmanuel Macron. À la mi-mai, le gouvernement français officialisait son report *sine die*, ce qui semble pointer vers un abandon complet au nom d'un nécessaire «pacte républicain» pour remettre la France sur pied après la crise sanitaire.

Or, la volonté du gouvernement de réformer le système de retraite ne disparaîtra pas du jour au lendemain. Trop clivante pour le moment, la réforme devrait revenir sur la scène politique sous une forme ou sous une autre, à plus forte raison si Emmanuel Macron peut bénéficier d'un deuxième quinquennat. Ainsi, si la lutte est elle aussi suspendue aujourd'hui, la vigilance est de mise.

NDLR